

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Alerte-le-CEBR-C-est-l-Italie-le-danger-pour-l-Eurozone>

Alerte le CEBR : « C'est l'Italie le danger pour l'Eurozone »

- Empire et Résistance - Union Européenne - Italie -

Date de mise en ligne : lundi 8 août 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Au milieu des fantômes d'une nouvelle implosion globale, avec bourses des valeurs au bord de la crise de nerfs et une croissance anémique dans le monde développé, le [Centre for Economic and Business Research](#) (CEBR) de Londres estime que le vrai danger pour l'Eurozone est l'Italie [1]. Sur la base d'un modèle de scénarii divers, le CEBR croit que l'Italie va tomber dans une cessation de paiements, tandis que l'Espagne peut se sauver si toutefois souffle un petit vent portant, qui n'est pas généreux aujourd'hui.

La différence se concentre sur le montant de la dette des deux pays et leur capacité à échapper à la crise grâce à leurs exportations. La dette de l'Italie équivaut à 128 % du Produit Interne Brute (PIB) et tout semble indiquer qu'elle continuera d'augmenter. « Si le coût de l'endettement continue à tourner autour de 6 % et que la croissance italienne se maintient voisine de 0 %, nous croyons que la relation dette-PIB s'élèvera à 150 % en 2017. C'est insoutenable », a indiqué le directeur du CEBR, Doug Mac Williams. Dans les circonstances actuelles l'avancement du drastique ajustage annoncé par le gouvernement de Silvio Berlusconi ne va changer en rien la situation. « Même si le coût de l'endettement tombait à 4 %, sa croissance est si exiguë qu'en 2018 la relation dette-PIB sera de 123 % », remarque Mac Williams.

À la différence de l'Italie, l'Espagne a une relation dette-PIB de 75 %. « La clé pour l'Espagne consiste en ce que, malgré la force de l'euro, son secteur exportateur est assez bon. Un autre facteur en leur faveur est que la majorité des propriétaires de propriétés vides sont de la classe moyenne et ils ne sont pas pour le moment disposés à vendre à bas prix », remarque Mac Williams. Le CEBR estime que l'Espagne aura besoin, cependant, d'une bonne dose de chance pour échapper à la menace qui plane avec tant de clarté sur l'Italie. « En grande partie cela dépend de ce que les banques ne se trouvent pas obligées d'assumer de grandes pertes dans leur portefeuilles immobiliers et que, par conséquent, le gouvernement ne se trouve pas obligé de financer le secteur bancaire. Jusqu'à présent ils ont échappé à cela. En croisant les doigts, je crois qu'il y a une forte probabilité que l'Espagne évite la cessation de paiements ou la refonte de la dette », remarque Mac Williams.

Selon le CEBR, s'est imposée la fausse idée que seulement quand le taux d'intérêt dépasse 7 %, il devient « insoutenable » pour les pays. Cette idée semblait trouver une corrélation empirique dans les cas des trois pays récupérés de l'Eurozone : La Grèce, l'Irlande et le Portugal. « Les marchés des obligations ont fait ce calcul sur la base d'une projection de croissance optimiste. En réalité, vu la croissance molle des économies du sud européen et le coup de leur compétitivité grâce à l'euro, le taux maximale devrait se situer entre 4 et 5 % », remarque Mac Williams. Basé sur le développement exportateur, le CEBR est optimiste à l'égard de la capacité de l'Irlande à se sortir de la crise, et il le n'est pas tant au sujet du Portugal, bien qu'il considère que son ratio de dette-PIB de 85 % est bien meilleur que l'italien, et il est directement lapidaire sur la Grèce.

[Página 12](#). Buenos Aires, 8 août 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiassi.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[1] « [Realistically, Italy is bound to default, but Spain may just get away without having to do so](#). ». CEBR, le 4 août 2011.